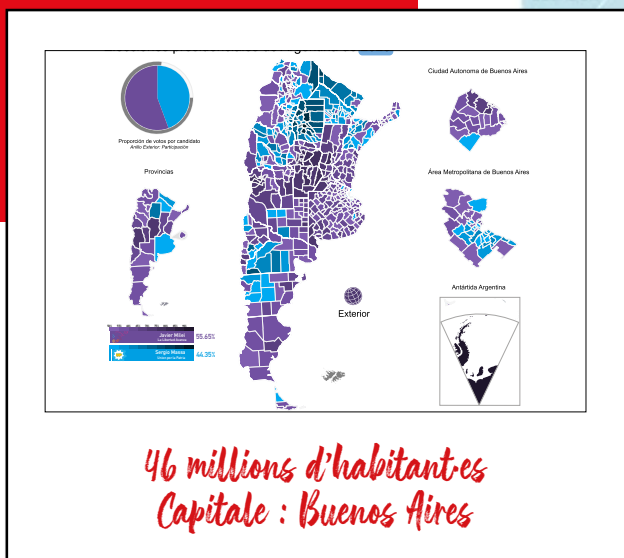


# Les politiques d'extrême droite dans l'éducation

Note de la FERC-CGT  
Fédération Éducation Recherche Culture



## #5/ L'ARGENTINE DE MILEI



### Des universités publiques en crise

Le gouvernement Milei a imposé une réduction drastique des dépenses publiques, frappant de plein fouet les universités nationales, pourtant gratuites et parmi les plus prestigieuses d'Amérique latine. En 2024, leur budget a été amputé de **plus de 30 % en termes réels** (ajusté à l'inflation), plongeant des institutions comme **l'Université de Buenos Aires (UBA)** dans une situation critique : la recherche manque de fonds (des laboratoires ne sont plus financés et des projets scientifiques sont gelés) ; les bâtiments se dégradent (des travaux urgents sont reportés).

**Le Conseil national de la recherche scientifique et technique (CONICET)** - agence gouvernementale qui dirige et coordonne la plupart des activités de recherche scientifiques) est très durement attaqué par Milei : coupes budgétaires drastiques et menaces de fermeture.

Si la menace de l'extrême droite grandit en France, elle est malheureusement une réalité dans plusieurs pays notamment en Europe et dans le bassin méditerranéen, ainsi que sur le continent américain. Nous connaissons les idées racistes, discriminatoires et inégalitaires de l'extrême droite. En revanche, la réalité de sa politique en matière d'éducation est assez peu souvent évoquée.

**Cette note a pour objectif de faire le bilan des politiques d'extrême droite en matière d'éducation à l'œuvre dans les pays du monde entier.**

## AUSTÉRITÉ, PRIVATISATION ET RÉSISTANCE

Depuis l'arrivée au pouvoir de Javier Milei en décembre 2023, l'Argentine vit une transformation radicale de son modèle économique et social. Cette politique répond à la doctrine libertarienne dont se réclame l'extrême droite de Milei. Pour lui, l'État ne doit pas intervenir dans l'économie ni fournir de services publics, car cela fausse le marché et limite la liberté individuelle. Cela concerne donc l'éducation qui devrait être gérée par le **secteur privé**, considéré comme plus efficace.

Traditionnellement considérée comme un pilier de la mobilité sociale et un droit fondamental, elle est aujourd'hui l'une des principales cibles des politiques d'austérité du gouvernement. Coupes budgétaires, attaques contre l'école publique, promotion du privé et conflits avec les syndicats enseignants marquent cette nouvelle ère.

### RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DE 2023 qui ont amené l'extrême droite au pouvoir :

- Javier Milei - LLA - La liberté avance (extrême droite) : 55,65 %
- Sergio Massa - UP - Union pour la patrie (centre droit) : 44,35 %

[www.ferc-cgt.org](http://www.ferc-cgt.org)

☎ 01-55-82-76-12

la  
**cgt**  
FERC



### Les écoles publiques touchées

Les établissements primaires et secondaires subissent aussi des restrictions, par exemple la **suppression de cantines scolaires** dans certaines provinces, pourtant vitales pour les enfants pauvres et même le **retard dans les salaires des enseignant-es**, déjà rongés par une inflation dépassant 200 %.

### Décentralisation et inégalités

Le gouvernement justifie ses coupes par une logique de « **responsabilisation des provinces** », mais cela risque d'accroître les écarts entre régions riches (comme Buenos Aires) et pauvres (comme le Nord-Est). Milei, inspiré par les thèses de Milton Friedman, promeut les **chèques-éducation (vouchers – également plébiscités par Trump)** pour favoriser le choix des familles (mais au profit des écoles privées) et **des exonérations fiscales** aux entreprises éducatives privées. Résultat ? Un système à deux vitesses se dessine, où seul-es les plus aisé-es auront accès à une éducation de qualité.

Quant aux **salaires des enseignant-es**, les coupes budgétaires de l'État ont condamné les mécanismes permettant d'atténuer les différences de salaires entre les provinces.

### Nettoyage des programmes scolaires

Le ministre de l'Éducation, Carlos Torrendell, accuse les anciens programmes de « **propagande kirchnériste** » (du nom de Kirchner, l'ex-présidente du pays) et promet la **suppression des contenus sur les droits humains, le genre ou**

l'environnement ainsi qu'une **vision « méritocratique »**, niant les inégalités structurelles. **Nous assistons à une suppression des contenus** sur le féminisme, le changement climatique ou la mémoire historique (comme la période de la dictature).



### Lutte contre les syndicats

Selon les principes libertariens, les syndicats sont des monopoles qui faussent le marché du travail et il convient donc de mettre toute la puissance de l'État contre eux. Pour cela, Milei envisage **la criminalisation des grèves au travers de lois anti-manifestations**. Casser le pouvoir des syndicats vise à imposer une logique de flexibilisation totale : les **salaires et conditions de travail doivent être déterminés par l'offre et la demande**, pas par des conventions collectives négociées avec les organisations syndicales.

### La riposte syndicale et sociale

La **CTERA** (principale fédération enseignante) et d'autres syndicats ont organisé **plusieurs journées de grève nationale ainsi que des marches réunissant des centaines de milliers de personnes**.

Les universités publiques sont devenues des bastions de résistance avec la tenue d'**assemblées permanentes** dans les facultés et même le **soutien des recteurs**, comme celui de l'UBA, qui a dénoncé « *un abandon délibéré de l'État* ».

De son côté, **l'Internationale de l'Éducation** a condamné les coupes budgétaires du gouvernement et apporté son soutien aux mobilisations. Des comparaisons avec le **Chili de Pinochet** alertent même sur les risques d'un système éducatif ultra-inégalitaire.

### Des conséquences à très long terme

Avec **50 % de pauvreté infantile**, beaucoup d'élèves pourraient quitter l'école pour travailler, entraînant de fait un décrochage massif parmi les catégories les plus populaires. La fuite des cerveaux (*fuga de cerebros*) s'accroît, privant l'Argentine de ses talents et faisant craindre une baisse de la production scientifique et universitaire.

### L'éducation, un champ de bataille contre le capitalisme

Sous Milei, l'école et l'université argentines sont devenues un **terrain de lutte entre deux visions : celle d'un service public garant de l'égalité, défendue par les syndicats et les étudiant-es contre celle d'un marché éducatif, où seul-es les plus riches auront accès au savoir**.

**L'enjeu dépasse l'Argentine** : c'est un avertissement pour tous les pays où des gouvernements ultralibéraux menacent l'éducation gratuite. La mobilisation continue, et le monde syndical doit en être le fer de lance. Les élections législatives d'octobre 2025 ont renforcé le camp mileiste : les réformes risquent de s'accroître.

**¡ La educación pública no se rinde !**  
(L'éducation publique ne capitule pas !)

[www.ferc-cgt.org](http://www.ferc-cgt.org)

☎ 01-55-82-76-12

- avril 2026 -

la  
**cgt**  
FERC